

SPLA-IN Porte Sud du Grand Paris

MARCHÉ PUBLIC
MARCHÉ DE TRAVAUX

Travaux d'aménagement de la ZAC des Portes de Bondoufle « Le Grand Parc » (91) - Tranches E, F et G - Lots 1 et 2

Règlement de la consultation (RC)

Document commun aux lots 1 et 2

Consultation n°

Lot 1 : 202500151

Lot 2 : 202500152

Date limite de remise des plis

MARDI 03 MARS 2026 A 12H00

Procédure de passation

Appel d'offres ouvert

(Article R.2124-2-1° - Supérieure au seuil des
procédures formalisées - Code de la commande
publique)

Version	Modifications
Version 1 - Création	/

Règlement de consultation commun aux lots 1 et 2

Travaux d'aménagement de la ZAC des Portes de Bondoufle « Le Grand Parc » (91) - Tranches E, F et G

Page 1 sur 16

1 ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

1.1 Acheteur

SPLA-IN Porte Sud du Grand Paris

Représenté par Grand Paris Aménagement
Représentant : Gautier Deremaux, Monsieur le Directeur Général

Adresse : Grand Paris Aménagement
11 rue de Cambrai
CS 10052
75945 Paris Cedex 19
Téléphone : 01 40 04 66 00

Courriel : serviceachats@grandparisamenagement.fr
Site internet : <https://www.grandparisamenagement.fr/>

1.2 Objet du contrat

La présente consultation porte sur la **réalisation des travaux d'aménagement de la ZAC des Portes de Bondoufle « Le Grand Parc » (91) – Tranches E, F et G.**

Elle concerne plus particulièrement les lots suivants :

- **Lot 1 : Voiries et réseaux divers (VRD),**
- **Lot 2 : Plantation – mobilier jeux et bois.**

Le lot 3 fait l'objet d'une consultation distincte. Il constitue un « petit lot » au sens de l'article R.2123-1 du Code de la commande publique et est donc passé en procédure adaptée ouverte.

La description des travaux à réaliser est indiquée dans le cahier des clauses techniques particulière (CCTP) et ses annexes jointes au DCE.

Lot 1 : Voiries et réseaux divers (VRD)	
Code CPV	Libellé CPV
45112000-5	Travaux de fouille et de terrassement
45113000-2	Travaux de chantier
45232130-2	Travaux de construction de canalisations d'eaux pluviales
45232150-8	Travaux relatifs aux conduites d'alimentation en eau
45232410-9	Travaux d'assainissement
45233140-2	Travaux routiers
45432112-2	Pose de pavage

Lot 2 : Plantations – mobilier jeux et bois	
Code CPV	Libellé CPV
45112700-2	Travaux d'aménagement paysager
45112723-9	Travaux d'aménagement paysager de terrains de jeux
45221113-7	Travaux de construction de passerelles pour piétons

1.3 Lieu d'exécution

Les prestations seront exécutées au sein de la **ZAC des Portes de Bondoufle « Le Grand Parc » (91).**

Règlement de consultation commun aux lots 1 et 2

Travaux d'aménagement de la ZAC des Portes de Bondoufle « Le Grand Parc » (91) - Tranches E, F et G

1.4 Allotissement

Cette consultation comprend 3 lots qui feront l'objet d'un contrat distinct :

N° du lot	Objet
Lot 1	Voirie et réseaux divers (VRD)
Lot 2	Plantations – mobilier jeux et bois
Lot 3	Eclairage public, électricité et SLT (CONSULTATION DISTINCTE)

Le pouvoir adjudicateur autorise les candidats à présenter une offre pour un, plusieurs ou l'ensemble des lots.

En cas de soumissions à plusieurs lots, le candidat devra joindre un acte d'engagement par lot auquel il soumissionne (un acte d'engagement est joint pour chacun des lots dans le DCE).

1.5 Forme et structure des contrats

Le lot 1 « Voirie et réseaux divers (VRD) » constitue un marché ordinaire de travaux.

Le lot 2 « Plantations – mobilier jeux et bois » constitue un marché fractionné en tranches conformément à l'article R.2113-4 du Code de la commande publique :

Lot 2 – Plantations – mobilier jeux et bois			
Tranche	Objet	Modalité d'affermissement	Délai d'affermissement
Tranche ferme (TF)	Travaux de plantations – Mobilier jeux et bois	OS	/
Tranche optionnelle (TO)	Clôture en ganivelle des préverdissements anciens	OS	Au plus tard avant la fin du délai d'exécution de la tranche ferme

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas affermir la tranche optionnelle.

En cas de non-affermissement de la tranche optionnelle, le titulaire ne pourra prétendre au versement d'une indemnité de dédit ou d'attente.

Chaque marché est conclu à prix unitaires. Les prix sont définitifs et révisables.

Les quantités estimatives prévisionnelles du marché sont mentionnées dans le détail quantitatif estimatif (DQE). Ce document est non contractuel.

1.6 Durée des marchés et délais d'exécution

La durée et les délais d'exécution de chaque marché figure à l'article 8 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

1.7 Développement durable

Chaque marché comporte des clauses sociales et environnementales (cf. article 21 du CCAP).

2 CARACTERISTIQUES DE LA PROCEDURE

2.1 Procédure de passation

La présente consultation est passée sous la forme d'une **procédure d'appel d'offres ouvert** organisée conformément aux dispositions des articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité au cours de l'analyse :

- De faire régulariser les offres irrégulières régularisables,
- De se faire préciser des éléments de l'offre,
- D'auditionner les candidats,
- De faire compléter ou de se faire préciser des éléments de la candidature.

2.2 Liste des documents composant le dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) remis aux candidats contient les documents suivants :

- Le présent règlement de consultation (RC) commun aux lots 1 et 2 ;
- L'acte d'engagement (AE) propre à chaque lot et son annexe :
 - o Annexe : Insertion sociale
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux lots 1 et 2 et ses annexes :
 - o Annexe 1 : Règlement de chantier faible nuisance ;
 - o Annexe 2 : PGCSPS ;
 - o Annexe 3 : Tableau de synthèse déchets ;
 - o Annexe 4 – Suivi VISA exécution travaux.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux trois lots ;
- Le cahier des clause techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot ;
- Le bordereau des prix unitaire (BPU) propre à chaque lot ;
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) propre à chaque lot ;
- La trame de sous-détail des prix propre à chaque lot ;
- Le carnet de phasage ;
- Les documents techniques annexes :
 - o Plan global ZAC Bondoufle ;
 - o Plan maillage éclairage public ZAC ;
 - o Cahier des prescription techniques Réseau Eau Potable (Régie de l'eau) ;
 - o Cahier des prescriptions techniques assainissement Grand Paris Sud ;
 - o Cahier des prescriptions techniques annexe assainissement Grand Paris Sud ;
 - o Cahier des prescriptions techniques PAV Grand Paris Sud ;
 - o Cahier des prescriptions techniques télécom Grand Paris Sud ;
 - o Charte développement durable ;
 - o Cubature zone de stockage au 02 juin 2020 ;
 - o Rapport de caractérisation zone de stockage ;
 - o TOPO-E1 ;
 - o Etudes géotechniques G2 AVP – SAGA ;
 - o Etude de sol pollutions SOLPOL ;

Règlement de consultation commun aux lots 1 et 2

Travaux d'aménagement de la ZAC des Portes de Bondoufle « Le Grand Parc » (91) - Tranches E, F et G

- Les pièces graphiques de l'opération ;
- Les formulaires DC1, DC2 et DC4 ;

Les candidats doivent prendre connaissance de l'ensemble du dossier de consultation et ne pourront arguer lors de la passation ou de l'exécution d'une méconnaissance de ces pièces.

Toute modification des pièces contractuelles ou réserves apportées au DCE entraîneront le rejet de l'offre.

2.3 Modification du détail du dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée la disposition précédente est applicable en fonction de la nouvelle date.

2.4 Variantes

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées et aucune variante obligatoire n'est imposée par l'acheteur.

2.5 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) obligatoires

Pour le lot 2 « Plantations – mobilier jeux et bois », le marché comporte des prestations supplémentaires éventuelles obligatoires.

PSE 1	Aire de jeux Cour Urbaine Est avec structure de jeu sur mesure, le Lombric
PSE 2	Aire de jeux Cour Urbaine Est avec jeux standards
PSE 3	Aire de jeux Cour Urbaine Ouest

Les candidats sont tenus de chiffrer l'ensemble des prestations supplémentaires éventuelles obligatoires décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

À défaut de chiffrage d'une prestation supplémentaire éventuelle obligatoire, l'offre sera considérée comme irrégulière et ne pourra être analysée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de lever ou non une seule des trois prestations supplémentaires éventuelles obligatoires jusqu'à la notification du marché. En conséquence, une seule PSE pourra être intégrée au marché lors de sa notification, les deux autres étant réputées non retenues et sans effet contractuel.

2.6 Visite de site obligatoire

La visite de site est obligatoire.

Les candidats sont invités à effectuer une prise de rendez-vous sur l'un des créneaux proposés dans les conditions suivantes :

Personnes à contacter :

- Benoit CHOTIN, Chef de projets, (benoit.chotin@grandparisamenagement.fr / 06.78.28.69.15),
- Caroline SPIELVOGEL, Cheffe de projets (caroline.SPIELVOGEL@grandparisamenagement.fr).

Date et horaires de la visite :

- Créneau de visite n°1 : Lundi 09 février 2026 de 11h00 à 12h00 ;
- Créneau de visite n°2 : Vendredi 13 février 2026 à 9h00 à 10h00.

Lieu de rendez-vous : 17 Rue Caroline Rier. 91070 Bondoufle

Dans un souci d'égalité, aucune question ne pourra être posée dans le cadre de la visite de site. Les candidats sont invités à transmettre leurs questions à l'issue de la visite via le profil acheteur. Les questions et réponses seront communiquées à l'ensemble des candidats.

Une attestation de visite sera remise par l'acheteur. Cette attestation de visite, signée par les deux parties, devra obligatoirement être remise par le candidat à l'appui de son offre.

2.7 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

3 COMMUNICATION ET ECHANGES D'INFORMATION PAR VOIE ELECTRONIQUE

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur.

4 MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

L'acheteur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est intégralement dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique.

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non-identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non-indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

Règlement de consultation commun aux lots 1 et 2

Travaux d'aménagement de la ZAC des Portes de Bondoufle « Le Grand Parc » (91) - Tranches E, F et G

5 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1 Mode de dévolution

Pour chaque lot, le candidat peut se présenter en tant qu'opérateur économique unique ou en tant que groupement.

Il est interdit aux candidats :

- D'être mandataire de plus d'un groupement pour le même marché ;
- De se présenter en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou de plusieurs groupements.

En cas d'attribution du contrat à un groupement, l'acheteur se réserve la possibilité d'imposer un mandataire solidaire.

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

5.2 Contenu des plis et conditions de participation

5.2.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures

Pour chaque lot, à l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Situation juridique	
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration individuelle du candidat ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du ministère de l'Economie et des Finances)
Lettre de candidature (DC1)	Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du ministère de l'Economie et des Finances)
Déclaration sur l'honneur	Déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 1110-1, et R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-7 à R. 2162-12, R. 2162-13 à R. 2162-14 et R. 2162-15 à R. 2162-21 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (via le DC1 fourni dans le DCE). L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent informer sans délai l'acheteur de tout changement de situation, au cours de la procédure de passation ainsi d'ailleurs qu'au cours de l'exécution du contrat, qui les placeraient dans un des cas d'interdiction de soumissionner ayant pour effet de les exclure d'un marché public.
Pouvoir	Pouvoir de signature de la personne habilitée à engager la société (document attestant la qualité de gérant de l'entreprise ou délégation de pouvoir de l'un des dirigeants) En cas de groupement, les cotraitants devront également fournir une délégation de pouvoir attestant la capacité du mandataire à les représenter.
Capacité économique et financière	
Chiffre d'affaires	Déclaration concernant le chiffre d'affaires annuel global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles). Dans le cas où le candidat est objectivement dans l'incapacité de produire ces

Règlement de consultation commun aux lots 1 et 2

Travaux d'aménagement de la ZAC des Portes de Bondoufle « Le Grand Parc » (91) - Tranches E, F et G

Document	Descriptif
	renseignements, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent et notamment par la production d'une déclaration appropriée de banques ou d'une preuve d'une assurance pour les risques professionnels (via le DC2 joint au DCE).
Assurance	Une attestation d'assurance responsabilité civile et décennale
Capacité technique et professionnelle	
Déclaration des effectifs	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.
Références travaux	Une liste de références réalisées au cours des cinq dernières années portant sur des travaux similaires indiquant le montant de la prestation, la date et le destinataire public ou privé. Ces prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur Economique
Moyens humains	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Qualifications professionnelles	<p>En fonction du/des lots au(x)quel(s) soumissionne le candidat, il devra impérativement disposer des qualifications professionnelles suivantes ou équivalent :</p> <p><u>Lot 1 – Voirie et réseaux divers (VRD) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - FNTF 231 : Travaux de terrassement en grande masse - FNTF 331 : Assises de chaussées - FNTF 322 : Revêtement en matériaux enrobés - FNTF 343 : Revêtement en béton coulé en place - FNTF 345 : Pavés et dalles - FNTF 511 : Pose de canalisations d'eau potable <p><u>Lot 2 – Plantations – mobilier jeux et bois</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - QualiPaysage : Aires de jeux spécialisés - QualiPaysage : Aménagements paysagers spécialisés - QualiPaysage : Reboisement en milieu non forestier confirmé <p>La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation).</p>

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

Conformément aux articles R. 2143-11, R. 2143-12 et R. 2143-16 du Code de la commande publique, pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, les candidats, même s'il s'agit d'un groupement ou d'un sous-traitant, peuvent demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et les candidats. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

Règlement de consultation commun aux lots 1 et 2

Travaux d'aménagement de la ZAC des Portes de Bondoufle « Le Grand Parc » (91) - Tranches E, F et G

5.3 Éléments nécessaires au choix de l'offre

Pour chaque lot auquel il soumissionne, le candidat devra produire les pièces ci-dessous :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	L'acte d'engagement dûment complété, daté et signé <u>pour chaque lot</u> pour lequel le candidat soumissionne
Annexe insertion sociale	Une annexe insertion sociale dûment complétée, datée et signée <u>pour chaque lot</u> pour lequel le candidat soumissionne
BPU	Le bordereau des prix unitaires dûment complété <u>pour chaque lot</u> pour lequel le candidat soumissionne (format Excel et PDF)
DQE	Le détail quantitatif estimatif dûment complété <u>pour chaque lot</u> pour lequel le candidat soumissionne (format Excel et PDF). Attention – Les candidats ne sont pas autorisés à modifier les quantités sauf pour la garantie de reprise (lot 2)
Sous détail des prix	Un sous détail des prix dûment complété <u>pour chaque lot</u> pour lequel le candidat soumissionne
Mémoire technique	<p>Un mémoire technique pour chaque lot pour lequel le candidat soumissionne composé des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Partie 1 : Descriptif de la méthodologie de réalisation des travaux proposée par le candidat, notamment au regard du contexte de l'opération (<i>sous-critère 2.1</i>) <ul style="list-style-type: none"> ○ Présentation du contexte de l'opération. ○ Modalités de coordination avec les autres lots. ○ Méthodologie indiquant les procédés d'exécution et les moyens utilisés. ○ Description des matériaux (caractéristiques techniques, esthétiques et visuelles des matériaux) et modalités d'approvisionnement (références des fournisseurs), capacité à anticiper, produire et alimenter le chantier en fonction du phasage (mode de livraison, délais, fréquence, etc). ▪ Partie 2 : Moyens humains et matériels affectés à la réalisation des travaux (<i>sous-critère 2.2</i>) <ul style="list-style-type: none"> ○ Description des moyens humains mise en œuvre pour l'exécution des travaux : organigramme, composition de l'équipe dédiée au chantier, expérience et qualification des intervenants, identification du responsable de l'exécution des travaux. Le candidat détaillera la répartition des moyens humains entre mandataire et cotraitants en cas de groupement et les éventuels sous-traitants. ○ Description des moyens matériels affectés à la réalisation des travaux (type, caractéristique, nombre...). Le candidat détaillera la répartition des moyens matériels entre mandataire et cotraitants en cas de groupement et les éventuels sous-traitants. ▪ Partie 3 : Planning, réactivité et disponibilité (<i>sous-critère 2.3</i>) <ul style="list-style-type: none"> ○ Un planning ressourcé prenant en compte les contraintes du projet, les contraintes d'approvisionnement, le maintien des circulations, les essais, et précisant les moyens mobilisables en cas de retard, les périodes d'installation, de préparation, neutre, d'intempérie prévisible, de réception, etc. ○ Note de description et engagements des mesures prises pour assurer la bascule entre les phases (réactivité des équipes), le respect des délais et à gérer les aléas inhérents au site dans la maîtrise du planning. ▪ Partie 4 : Mémoire environnemental (<i>sous-critère 2.4</i>)

Règlement de consultation commun aux lots 1 et 2

Travaux d'aménagement de la ZAC des Portes de Bondoufle « Le Grand Parc » (91) - Tranches E, F et G

Document	Descriptif
	<ul style="list-style-type: none"> Détail des dispositions adoptées pour l'exécution des travaux comprenant le SORIC, le SORES, le SOSED et SOGED, le SOSEC et le SORAC. <p>Nombre indicatif de pages : 80 pages A4</p>
Attestation visite de site	L'attestation de visite de site remise par l'acheteur

Dans le cas où le candidat présente un sous-traitant lors du dépôt de son offre, il a la possibilité de fournir au pouvoir adjudicateur le formulaire DC4 joint au dossier de consultation, ou tout autre document mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie (capacité économiques et financières, capacité techniques et professionnelles) pour réaliser la prestation sous traitée.

Le CCTP et le CCAP ne sont pas à remettre dans l'offre. Ils ont valeur contractuelle conformément à l'article 5.1 du CCAP.

Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

En cas de discordance entre les prix indiqués dans le BPU et dans le DQE, les indications portées sur le BPU prévaudront sur toute autre indication de l'offre. Dans ce cas, ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes, le candidat pourra être invité à mettre son DQE en harmonie avec son BPU. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Toute modification apportée aux pièces contractuelles entraînera le rejet de l'offre. La consultation n'autorise pas les réserves, les modifications et les annotations sur les pièces contractuelles du DCE (en dehors des compléments demandés).

5.4 Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres qui suivent s'imposent aux candidats.

Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent document entraînera l'irrégularité de l'offre.

Seule la forme dématérialisée est admise. Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, par voie électronique, sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sera examinée.

La réponse électronique doit être effectuée dans les conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique. Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

5.4.1 Conditions de la dématérialisation

Règlement de consultation commun aux lots 1 et 2

Travaux d'aménagement de la ZAC des Portes de Bondoufle « Le Grand Parc » (91) - Tranches E, F et G

Les candidatures et offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la page de garde du présent règlement de consultation. L'heure limite de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les dossiers de candidatures et d'offres parvenus après cette date et heure limites seront éliminés sans avoir été lus et le candidat en sera informé.

5.4.2 Modalité de remise des offres électroniques

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur.

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

5.4.3 Copies de sauvegarde

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support physique électronique envoyé dans les délais impartis pour la remise des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté dans les offres transmises par voie électronique,
- une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des offres.

En cas de remise sur support physique électronique, il est préconisé le format suivant : Clé USB. Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert. Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé en recommandé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

Grand Paris Aménagement
A l'attention du Département des achats et marchés
11, rue de Cambrai

Bât. 033 – Parc du Pont de Flandre
11, rue de Cambrai
CS 10052
75945 Paris Cedex 19

Consultation : Travaux d'aménagement de la ZAC des Portes de Bondoufle « Le Grand Parc » (91) - Tranches E, F et G (3 lots)
Lot : [à compléter]
Candidat : [à compléter]

NE PAS OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

D'autre part, conformément aux dispositions de l'arrêté du 14 avril 2023 modifiant l'annexe 6 du Code de la commande publique et fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde lorsque le candidat transmet une copie de sauvegarde par voie électronique, la copie de sauvegarde doit être transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 (annexe 8 du Code de la commande publique). Les copies de sauvegarde envoyées par courriel ne sont pas acceptées.

Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. L'organisateur de la consultation ne peut être tenu pour responsable du dépassement du délai de remise des propositions. Les frais de transport des prestations sont à la charge des candidats.

5.4.4 Modalités de signature des candidatures et des offres

La signature n'est pas exigée à la remise des offres mais est fortement recommandée. Le contrat sera signé par le seul attributaire manuscritement ou de manière électronique (**uniquement l'acte d'engagement**).

Le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

Si le candidat opte pour la signature électronique, les offres devront être signées au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Les certificats de signature électronique utilisés doivent être conformes au règlement n°910/2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques dit « eIDAS ». Seuls les formats de signature PAdES, CAdES et XAdES sont acceptés.

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1367 du Code civil qui, entre les parties, a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

6 APPRECIATION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

6.1 Appréciation des candidatures

Les capacités professionnelles, techniques et financières seront appréciées au regard des éléments apportés par les candidats.

L'acheteur appréciera les candidats sur la base des critères suivants :

Règlement de consultation commun aux lots 1 et 2

Travaux d'aménagement de la ZAC des Portes de Bondoufle « Le Grand Parc » (91) - Tranches E, F et G

- **Capacités financières** : le candidat devra présenter un chiffre d'affaires suffisant attestant de sa capacité à assurer les prestations objet du marché.
- **Capacités professionnelles** : le candidat devra être doté des références adaptées à l'objet du marché et des capacités mentionnées à l'article 5.2.1.
- **Capacités techniques** : le candidat devra être doté du personnel suffisant au regard des prestations objet du marché.

Dans le cas, où une candidature ne serait pas recevable, l'offre du candidat ne sera pas analysée.

NB : La preuve de la capacité de l'opérateur économique peut être apportée par tout moyen.

6.2 Critères de jugement des offres

L'acheteur attribuera chaque marché au candidat qui aura remis l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue d'un classement selon les critères suivants pondérés :

Les critères ci-dessous s'applique à chaque lot :

Critère et pondération	Descriptif
Critère 1 : Prix (60 %)	<p>L'analyse de ce critère sera effectuée sur la base du montant total du DQE (tranche optionnelle comprise pour le lot 2) remis par le candidat à l'appui de son offre.</p> <p>Pour le lot 2 « Plantations – Mobilier jeux et bois », les PSE seront analysées conformément aux dispositions de l'article 6.3.1 du présent règlement.</p>
Critère 2 : Valeur technique (40 %)	<p>L'analyse de la valeur technique sera effectuée au regard des thèmes développés dans le mémoire technique du candidat et selon les sous-critères indiqués ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sous-critère 2.1 : Qualité de la méthodologie travaux et compréhension des contraintes de l'opération – 10%, noté sur 5 points ; • Sous-critère 2.2 : Adéquation des moyens humains et matériels affectés à la réalisation des travaux – 10 % noté sur 5 points ; • Sous-critère 2.3 : Qualité et pertinence du planning proposé, réactivité et disponibilité – 15% noté sur 5 points • Sous-critère 2.4 : Qualité et pertinence des dispositions environnementale adopté – 5% noté sur 5 points

6.3 Méthodologie de notation

6.3.1 Notation du critère 1 « Prix des prestations »

Le critère prix sera apprécié au regard du montant total du DQE (toutes tranches comprises) complété par le candidat et remis à l'appui de son offre.

La note maximale du critère (60) sera attribuée au candidat ayant remis l'offre conforme la moins-disante.

Les autres candidats obtiendront une note proportionnelle calculée selon la formule suivante :

$$\text{Note du candidat} = \text{Note maximale (60)} \times \frac{\text{Montant de l'offre du candidat moins-disant conforme}}{\text{Règlement de consultation commun aux lots 1 et 2}}$$

Travaux d'aménagement de la ZAC des Portes de Bondoufle « Le Grand Parc » (91) - Tranches E, F et G

Particularité du lot 2 « Plantation – Mobilier jeux et bois »

Ce lot comporte 3 prestations supplémentaires éventuelles. L'analyse des prestations supplémentaires éventuelles se fera uniquement sur le critère prix.

Etant donné que le pouvoir adjudicateur a imposé des prestations supplémentaires éventuelles et que seule une d'entre elle seulement pourrait être levée s'il le décide, il réalisera les classements suivants :

- Un classement des offres tenant compte uniquement de l'offre de base,
- Un classement tenant compte de l'offre de base et de la PSE 1 ;
- Un classement tenant compte de l'offre de base et de la PSE 2 ;
- Un classement tenant compte de l'offre de base et de la PSE 3.

Dès lors que le pouvoir adjudicateur décide de retenir la PSE, il attribuera le lot au candidat qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en tenant compte à la fois de l'offre et de la PSE.

En revanche, si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas retenir la PSE, il attribuera le lot au candidat qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en tenant compte uniquement de l'offre de base.

Dans tous les cas, dès lors que le pouvoir adjudicateur choisit de tenir compte de la PSE, il ne peut y renoncer.

Après la signature du marché, la PSE devient un élément du marché à part entière.

6.3.2 Notation du critère 2 « Valeur technique »

Pour chaque sous-critère, deux notes seront attribuées :

- Une note sur 5
- Une note pondérée = Note sur / 5 x pourcentage de pondération

La note totale du critère 2 est obtenue par l'addition des notes des pondérées des sous-critère.

6.3.3 Notation globale

La somme des notes obtenues pour les critères « Valeur technique de l'offre » et « Prix » donne une note finale de 100, le classement des candidats s'effectuant sur cette note finale.

6.4 Rejet des offres

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :	
Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation et négociation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat malgré une éventuelle demande négociation.

6.5 Offres irrégulières

Règlement de consultation commun aux lots 1 et 2

Travaux d'aménagement de la ZAC des Portes de Bondoufle « Le Grand Parc » (91) - Tranches E, F et G

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse conformément aux dispositions de l'article R.2152-2 du Code de la commande publique.

Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

6.6 Offres anormalement basses

Conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

7 VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE

Pour chaque lot, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs requis par l'acheteur et exigés par la réglementation :

Document	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFiP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Numéro unique d'identification (ou KBIS)	Numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du code de la commande publique ou, s'il est étranger, document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion
Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire
Attestation d'assurance	Une attestation d'assurance décennale et de responsabilité civile professionnelle
Liste des salariés étrangers	La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail en application de l'article D8254-2 du code du travail
Un pouvoir de signature	Un pouvoir de signature de la personne habilitée à engager la société (document attestant la qualité de gérant de l'entreprise ou délégation de pouvoir de l'un des dirigeants) En cas de groupement, les cotraitants devront également fournir une délégation de pouvoir attestant la capacité du mandataire à les représenter.
RIB	Relevé d'identité bancaire

Selon les pièces déjà transmises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché et toujours en cours de validité, l'acheteur ne sollicitera le candidat que pour les pièces manquantes.

Si le candidat a présenté des cotraitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des cotraitants et/ou des sous-traitants.

8 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

9 VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- **Référé précontractuel avant la signature du contrat** (articles 2 et suivants de n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique) ;
- **Référé contractuel après la signature du contrat**, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles 11 et suivants de la même ordonnance) ;
- **Recours en contestation de la validité du contrat**, dans un délai de 5 ans à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courriel

Tribunal judiciaire d'Evry
9 Rue des Mazières
91000 Évry-Courcouronnes

Courriel : tj1-evry@justice.fr
Télécopie : 01 60 76 78 00

Site internet : www.cours-appel.justice.fr/paris/tribunal-judiciaire-devry

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : ServiceAchats@grandparisamenagement.fr ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)
[Médiateur des entreprises](#)
[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)

Règlement de consultation commun aux lots 1 et 2

Travaux d'aménagement de la ZAC des Portes de Bondoufle « Le Grand Parc » (91) - Tranches E, F et G